

La « mondialisation heureuse », vraiment ? Focus sur les inégalités en matière de travail et de revenus

PAR VALÉRIE TILMAN,

CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

ANALYSE DE LA FUCID 2025 | 07

Retrouvez toutes nos analyses et études
sur notre site Internet !
<https://www.fucid.be/analyses-etudes/>

À travers ses analyses, études et outils pédagogiques en éducation permanente, la FUCID ouvre un espace de réflexion collective entre les militant·e·s du monde associatif, les citoyen·ne·s du Nord et du Sud et des enseignant·e·s / chercheur·se·s. En multipliant les regards et les angles d'approche sur les questions de société liées à la solidarité mondiale, la FUCID propose de renforcer, au sein de l'enseignement supérieur, la valorisation d'alternatives aux systèmes de pensée dominants.

FUCID ASBL | Rue de Bruxelles 61, 5000 Namur
info@fucid-unamur.be | 081/72.50.88
Numéro d'entreprise : BE0416.934.803
Compte en banque : BE45 0013 1728 8389



Avec le soutien de la

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

La « mondialisation heureuse », vraiment ?

Focus sur les inégalités en matière de travail et de revenus

Selon une étude récente, les travailleur-euse-s du « Sud global » fourniraient 90 % de la main-d'œuvre nécessaire à l'économie mondiale, mais ne recevraient que 20 % des revenus mondiaux (Hickel, Lemos, Barbour, 2024). Les économies du « Nord global » seraient ainsi de plus en plus dépendantes du travail des pays à bas coûts. Nombreux-ses sont les auteur-ric-e-s qui, aujourd'hui encore, plus de 150 ans après l'analyse marxiste du capitalisme (Marx, 1867), dénoncent l'actualité du processus d'accumulation du capital par l'exploitation du travail, y compris au niveau international⁰¹. Dans cette optique, l'étude sur les inégalités de revenus mentionnée ci-dessus entend montrer que le niveau de vie que connaissent les pays du « Nord global » est rendu possible par l'exploitation des travailleur-euse-s du « Sud global ».

Ce que l'on appelle le « Nord global » correspond, dans l'étude déjà évoquée ci-dessus⁰², à la liste des économies avancées du Fonds monétaire international. Les expressions « Nord global » et « Sud global » sont des concepts idéologiques, et non géographiques, convoqués selon des motivations diverses : ce sont des appellations très discutées, tout comme l'ont été les notions de « Sud », de « pays en développement » ou de « Tiers-Monde ». Ainsi, la Chine est parfois placée dans le Sud global, dont elle est effectivement une figure de proue, alors qu'il s'agit d'une puissance économique mondiale. La Russie est également quelquefois liée au Sud global (c'est le cas dans l'étude analysée ici), malgré son développement économique et sa puissance géopolitique. La notion de Sud global englobe toute une série de pays dits en développement, mais aussi des économies dites émergentes telles que l'Inde et le Brésil.

Le Sud global regroupe donc des pays aux situations et à la puissance très hétérogènes. Selon certaines interprétations, les premières adjonc-

tions de l'adjectif « global » à « Sud » visaient à mettre l'accent sur « les schémas globaux de domination et de résistance » à l'échelle internationale (CETRI, 2023). On peut voir aussi ce concept comme « un concept politique désignant les pays non alignés sur les Etats-Unis ou rejetant un monde unipolaire⁰³ » (Capdepuy, 2023). Il nous semble donc problématique de tenter d'analyser finement les relations internationales et les réalités économiques à l'aide de ces concepts qui sont davantage « des mots d'ordre à finalité mobilisatrice » (Kourliandsky, 2025). Cette remarque importante étant faite, l'étude évoquée plus haut n'en comporte pas moins plusieurs éléments intéressants.

L'exploitation des travailleur-euse-s du Sud global au cœur de la mondialisation capitaliste

Selon les auteurs de cette étude, les travailleur-euse-s du Sud global réalisent 95 % du travail peu à moyennement qualifié et 75% du travail hautement qualifié, contribuant à l'écrasante majorité de la main-d'œuvre dans l'agriculture (99%), les mines (99%), l'industrie manufacturière (93%) ou encore les services (80%). Ces travailleur-euse-s étant en nette supériorité numérique sur ceux du Nord global, on ne sera pas surpris outre-mesure par ces chiffres.

Une des raisons pour lesquelles les économies du Nord sont aussi dépendantes du travail fourni par les pays du Sud global est le faible coût

^{#01} Cette théorie est une grille de lecture qui peut également s'appliquer à l'exploitation des ressources (voir à ce sujet le podcast « Mauvaise mine » de la FUCID et sa fiche pédagogique). ^{#02} Dans cette même étude, le Nord global correspond peu ou prou l'Occident plus le Japon, la Corée du Sud et Taiwan. ^{#03} Sur l'analyse de cette notion, voir par exemple Capdepuy (2023) qui conclut « Dans le monde multipolaire d'aujourd'hui, il n'y a pas plus de Sud global que d'Occident ou du moins, pourra-t-on les considérer seulement comme des affinités parmi d'autres, sans prendre le risque de les essentialiser. » Dans le champ des études post/décoloniales, le concept « renvoie aux populations "subalternisées" [...] Dans cette acception, le « Sud global » est relativement déterritorialisé, il se trouve également dans le Nord géographique, à travers la présence de migrant-es [...] » (CETRI, 2023).

de ce travail : les salaires du Sud global sont en moyenne dix fois plus faibles que ceux du Nord, à niveau de compétence égal et quel que soit le secteur d'activité. Et ce ne sont pas les différences de productivité qui expliquent ces différences de salaire : ce sont les États et les entreprises capitalistes qui tirent parti de leur pouvoir géopolitique et commercial pour comprimer les salaires, les prix et les profits dans le Sud global, tant au niveau des économies nationales qu'au sein des chaînes mondiales de produits de base (qui représentent plus de 70% des échanges). Les entreprises capitalistes ne pourraient pas fonctionner comme elles le font sans cette main-d'œuvre bon marché. Même les secteurs qualifiés sont touchés par cette mise en compétition : les dirigeant·e·s de multinationales confirment d'ailleurs qu'il·elle·s trouvent la majeure partie de leur main-d'œuvre d'ingénierie hautement qualifiée à l'étranger, celle-ci n'étant pas disponible en suffisance dans les États dits développés.

Le salaire horaire dans le Sud global est d'environ 1,6 €. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les disparités de salaires entre le Nord et le Sud s'accroissent. En effet, le salaire horaire moyen dans le Sud global a été multiplié par plus de trois depuis 1995, mais ces travailleur·euse·s n'ont gagné en moyenne qu'un euro supplémentaire, en passant d'une rémunération moyenne de moins de 0,5 €/heure à un peu plus de 1,6 €/heure. Sur la même période, le salaire horaire moyen du Nord a doublé, mais en passant de 12,6 €/heure à presque 25 €/heure. Avec ces différences de salaire, les travailleur·euse·s du Nord peuvent davantage consommer (ce qui n'empêche pas, au Nord, les inégalités et la pauvreté), tandis que les travailleur·euse·s du Sud ne peuvent souvent pas consommer ce qu'ils·elles produisent, même si leur niveau de vie a augmenté. On assiste donc à tout l'inverse d'un rattrapage... Ce qui permet d'ébranler les discours sur les vertus de la mondialisation des échanges dans le cadre capitaliste comme condition *sine qua non* et automatique de sortie de la pauvreté.

Les travailleur·euse·s du Sud global effectuent donc 90 % du travail associé à la production mondiale de biens et de services ainsi qu'aux échanges commerciaux entre le Nord et le Sud. Ils·elles sont responsables de près de la moitié du travail né-

Notre façon d'assurer notre prospérité, au Nord, repose en grande partie sur l'appropriation du travail des pays à bas coûts.

cessaire à la croissance et à la consommation des pays du Nord. Et cette tendance se renforce : la contribution des pays du Sud global à la production mondiale totale augmente régulièrement depuis 1995, et ce dans toutes les catégories de compétences, avec la plus forte augmentation dans la catégorie des compétences élevées. Pourtant, ces pays reçoivent en échange moins de la moitié du revenu mondial (44%). Quant à leurs travailleur·euse·s, ils·elles ne captent même pas la moitié des revenus nationaux.

Enfin, toujours selon cette étude, un·e travailleur·euse du Sud global fournirait en moyenne plus de 2200 heures de travail par an, contre un peu moins de 1800 heures dans les pays du Nord, l'Union européenne tirant la moyenne vers le bas avec un peu moins de 1600 heures par an par emploi – ce qui constitue d'ailleurs un progrès social pour les travailleur·euse·s européen·ne·s, même si les conditions de travail ne suivent pas nécessairement cette courbe de progression.

Un modèle économique non universalisable

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de ces observations. Premièrement, notre façon d'assurer notre prospérité, au Nord, repose en grande partie sur l'appropriation du travail des pays à bas coûts. Sans accès à cette main-d'œuvre bon marché pour maintenir la consommation actuelle, les populations du Nord seraient obligées de réduire leur consommation (décroissance) ou devraient se réindustrialiser et augmenter considérablement leurs heures de travail dans les secteurs primaire et secondaire. Deuxièmement, à la lumière de ces constats, le maintien de la pauvreté et des inégalités apparaît en partie comme un choix politique (Buste, Larbin, 2025).

Troisième leçon : la mondialisation et la croissance du PIB mondial ne semblent pas avoir tenu toutes leurs promesses en matière d'éradication de la pauvreté, même si cette dernière semble avoir régressé. C'est d'ailleurs ce qu'observent et dénoncent d'autres études (Unger, 2013 ; Buste, Larbin, 2023). Selon celles-ci, mais aussi selon Philip Alston, rapporteur spécial sur les droits humains et l'extrême pauvreté pour l'ONU de 2014 à 2020, la communauté internationale évaluerait à tort les progrès réalisés dans l'éradication de la pauvreté : le seuil de pauvreté défini par la Banque Mondiale serait inadapté. Les statistiques actuelles estimant l'extrême pauvreté à 650 millions de personnes en 2019 (contre 2 milliards en 1990) seraient basées sur un revenu de subsistance misérable moyen de 2,15 \$ par jour en 2022. Or 2,15 \$ est un montant insuffisant pour un niveau de vie qui satisfait à des normes minimales, dans certains pays.

Ce seuil de 2,15 \$ par jour exclut de nombreuses catégories de personnes, et donc minimise le nombre réel d'individus en situation d'extrême pauvreté. Par exemple, le seuil de 2,5 \$ par jour ne prend pas en compte les coûts des combustibles ou des vêtements, alors qu'ils sont primordiaux dans les pays froids. Dans certaines régions du monde, avec 2,15 \$ par jour, il est extrêmement difficile, voire impossible, de couvrir les coûts associés à la nourriture et au logement. De même, un quart de la population mondiale n'a pas accès à des conditions salubres pour cuisiner. Par ailleurs, les différences entre les femmes et les hommes sont souvent masquées en raison de l'hypothèse que les ressources sont également partagées au sein du ménage. Enfin, des groupes particulièrement touchés par la pauvreté, comme les sans-abris, les personnes migrantes, réfugiées, déplacées ou touchées par un conflit armé, seraient sous-représentés, voire oubliés dans les statistiques de l'ONU.

En résumé, ces études estiment que, en dépit d'une hausse globale du niveau de consommation, le nombre d'individus en situation de grande pauvreté surpasserait de 50 % les estimations de la Banque mondiale.

Une mondialisation à géométrie variable

Sur cette question de la mondialisation, présentée par la rhétorique développementaliste comme devant apporter le développement partout sur la planète et éradiquer la pauvreté – cette fameuse « mondialisation heureuse »^{#04} –, il est d'ailleurs intéressant d'observer l'évolution des discours et des pratiques.

Dans les années 90, sous l'impulsion des États-Unis notamment^{#05}, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) a mis en place certaines règles commerciales mondiales, non sans levées de boucliers et coups d'arrêts. De nombreux acteurs (pays moins développés, groupements d'intérêts professionnels, associations écologistes) ont alors convergé dans leur dénonciation du libre-échange pour réclamer un système commercial plus juste, protégeant les travailleurs, et pour certains l'environnement (Bréville, 2025). Notons que la droite nationaliste, conservatrice et protectionniste américaine était également opposée à la mondialisation.

Mais le système multilatéral pouvant aussi compromettre les intérêts nationaux, y compris ceux des États-Unis, le libre-échange et ses rapports de force se sont également poursuivis à travers la signature de dizaines d'accords de libre-échange bilatéraux ou régionaux, particulièrement entre 2000 et 2015. Ces derniers ont, eux aussi, fait – et font toujours – l'objet de contestations sociales au nom de l'emploi, des normes sociales et environnementales, de la démocratie, des inégalités ou de la souveraineté.

Au début des années 2000, des auteurs dénonçaient déjà que « la voie bilatérale modifie les rapports de force en faveur des pays exportateurs de technologie et permet des avancées qui seraient probablement rejetées si elles étaient proposées dans le forum multilatéral de l'OMC » car « la puissance relative des pays en développement est grandement réduite lorsqu'ils se trouvent en relation bilatérale » (Morin, 2003). Mais la voie ré-

^{#04} Selon le titre d'un ouvrage d'Alain Minc datant de 1999. ^{#05} Ceux-ci, alors première puissance mondiale, voient dans l'OMC un moyen de protéger leurs intérêts économiques et de promouvoir l'ouverture des marchés étrangers.

gionale n'est pas non plus la panacée pour toute une série d'acteurs économiques.

Pour prendre un exemple, Greenpeace et le Centre National de Coopération au Développement belge (CNCD 11.11.11) décrivent l'accord commercial Union européenne-Mercosur signé le 6 décembre 2024 (validé le 3 septembre 2025 par la Commission européenne, mais qui doit encore être ratifié par chaque État membre) comme un accord toxique pour les agriculteurs, l'environnement et les droits sociaux et humains. Selon le CNCD 11.11.11, « L'accord UE-Mercosur créera ainsi des gagnants (l'agro-industrie du Mercosur et les exportateurs européens de produits industriels et de services), mais aussi des perdants (les agriculteur·rice·s européen·ne·s et du Mercosur de petite et moyenne taille et les industries et les services du Mercosur). La santé et l'environnement sont également parmi les perdants. En Argentine, les sols et l'eau sont déjà contaminés aux pesticides, provoquant des taux élevés de cancers et de malformations infantiles. Or, avec cet accord, les multinationales européennes pourront vendre encore plus de pesticides en Argentine notamment, y compris des pesticides interdits en Europe pour leur toxicité pour la santé et l'environnement. Et ces pesticides interdits en Europe pourraient revenir dans les assiettes européennes par la voie des importations agro-alimentaires. » (Zacharie, 2025). Ces ONG invitent les citoyen·ne·s à interpeller les eurodéputé·e·s et leur gouvernement pour qu'il·elle·s refusent de ratifier l'accord.

Les effets délétères de la mondialisation néolibérale

Depuis plusieurs décennies, les écueils de la mondialisation néolibérale apparaissent à travers des phénomènes structurels : crise de 2008 liée à la dérégulation, désindustrialisation dans certains pays du Nord, chômage, fragilité des chaînes d'approvisionnement, dommages environnementaux liés au système commercial international... Mais ce qui préoccupe surtout le Nord, c'est que la Chine, à la faveur de la mon-

Depuis plusieurs décennies, les écueils de la mondialisation néolibérale apparaissent à travers des phénomènes structurels.

dialisation, dispute aux États-Unis la position de première puissance économique mondiale.

Aux États-Unis, avec l'élection de Donald Trump, le protectionnisme conservateur, agressif et prédateur s'impose comme le nouveau paradigme pour contrer la montée en puissance de la Chine. Dans les pays européens, le libéralisme et le libre-échange ont toujours la cote, mais l'idée de souveraineté énergétique, stratégique, alimentaire, sanitaire, etc. (particulièrement à l'égard de la Russie et de la Chine) fait son chemin dans les discours politiques (Bréville, 2025). De son côté, *Le Monde* observe qu'après la propagande en faveur de « la mondialisation heureuse », on semble assister à une « vassalisation heureuse » de l'Europe à l'égard des États-Unis (Gressani, 2025). Quelle que soit la lecture que l'on ait de la situation européenne, les normes sociales et environnementales sont plus que jamais menacées au nom de la « compétitivité » ou encore de « l'intérêt public supérieur » (CNCDH, 2025 Trépan, 2025)^{#6}.

En Belgique, par exemple, sur la question du travail, le programme gouvernemental n'est guère réjouissant : les personnes salariées et indépendantes qui auront un emploi travailleront plus longtemps, avec moins de protection sociale ; il leur sera demandé plus de productivité, dans des environnements de travail plus durs, pour moins de pouvoir d'achat. L'immigration, objet de discours et de pratiques contradictoires entre fermeture et ouverture, permettra de fournir, avec les personnes précarisées par la régression de la protection sociale, des travailleur·euse·s exploitables et privé·e·s d'une partie des droits sociaux. Malgré ce programme antisocial, la contestation sociale reste relativement faible,

^{#06} Voir par exemple la proposition de directive européenne dite « Omnibus I » en février 2025 qui vise à simplifier certaines réglementations en matière de durabilité (CNCDH, 2025). Voir également Trépan, 2025.

une grande partie de la population soutenant cette direction, aveuglée par les discours populistes qui font des personnes migrantes, chômeuses et malades de longue durée des boucs émissaires, et qui passent opportunément sous silence les causes systémiques du chômage, de l'immigration et des pathologies de société.

Au sein des pays riches, les politiques étatiques en matière de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités sont en train de perdre non seulement du terrain, mais aussi leur légitimité morale. On assiste à l'explosion des revenus des ultras-riches, favorisée par les politiques publiques (Berruyer, 2024). On observe également, notamment dans plusieurs pays européens, d'une part la remontée en force d'un discours idéologique mettant l'accent sur la responsabilité des personnes dans leur parcours de vie plutôt que sur le caractère systémique de la pauvreté, et d'autre part des politiques publiques qui sont en voie de précariser davantage les populations les plus fragiles, et notamment les femmes.

Le multilatéralisme biaisé, les accords de libre-échange déséquilibrés, le protectionnisme⁰⁷ prédateur sont trois déclinaisons de la loi du plus fort : les puissances, notamment occidentales, y recourent selon leurs intérêts. Ces instruments économiques s'opposent au modèle (utopique ?) prôné par certains d'un protectionnisme « raisonnable », rapprochant lieux de production et de consommation pour une économie « démocratique, solidaire et écologique », pensée dans les limites de la charge de travail convenue socialement et des ressources disponibles sans accaparement (Bréville, 2025).

Une mondialisation capitaliste qui n'a pas tenu ses promesses

En conclusion, si, pour reprendre l'analyse marxiste, les expropriations, les spoliations, les exodes de populations, l'exploitation des travailleur-euse-s, l'esclavage ont contribué en partie à rendre possible l'accumulation du capital à l'origine de l'enrichissement des premiers capitalistes (Marx, 1867), des phénomènes similaires continuent de se produire aujourd'hui avec, comme nous l'avons montré, l'exploitation des travailleur-euse-s, la persistance de l'extrême

pauvreté, mais aussi, comme l'abordent d'autres analyses de la FUCID, la captation continue des ressources, et la destruction des environnements. Le capitalisme mondialisé, présenté comme devant stimuler la croissance dans les pays riches et permettre le développement des pays pauvres, est loin d'avoir tenu toutes ses promesses : ce modèle économique nécessite, pour pouvoir bénéficier à une frange de privilégié-e-s, la perpétuation de mécanismes d'exploitation et de prédation.

Si l'on aspire à l'égalité réelle, tant vis-à-vis de l'ensemble de nos compatriotes que des personnes migrantes et des populations du Sud, à cesser l'exploitation (et parfois encore l'esclavage) des travailleur-euse-s, les spoliations et les accaparements de ressources, on ne peut pas défendre le capitalisme. On ne peut pas non plus défendre les solutions de « green/social/éthique-washing » qui consistent à vouloir perpétuer les mécanismes du capitalisme en faisant mine d'en réduire les impacts sociaux, inégalitaires et environnementaux. Il n'est évidemment pas en notre pouvoir de mettre fin au capitalisme. Mais il est possible pour chacun-e de se politiser pour mieux comprendre les rapports de pouvoir ; de s'allier aux combats des classes dominées (classes populaires, salarié-e-s, minorités, étranger-ère-s, femmes, etc.) pour peser dans ces rapports de force ; de déconstruire les narratifs mensongers, les idéologies et les projets politiques inégalitaires et liberticides ; de dénoncer et de s'atteler à défaire les structures sociales inégalitaires et exploitantes ; de promouvoir et d'adopter, au moins localement, des alternatives politiques et économiques concrètes et solidaires ; de ne pas voter pour des partis capitalistes et productivistes. Et de comprendre que, pour satis-

Ce modèle économique nécessite, pour pouvoir bénéficier à une frange de privilégié-e-s, la perpétuation de mécanismes d'exploitation et de prédation.

^{#07} Politique interventionniste visant à protéger et favoriser les travailleur-euse-s et producteurs-trice-s du pays face à la concurrence étrangère.

faire les besoins essentiels des populations, il importe de repenser les moyens de les satisfaire en accord avec les ressources disponibles (travail, environnement). Mais aussi de faire de la lutte contre les inégalités un objectif de justice sociale au centre des politiques économiques.

PAR VALÉRIE TILMAN
CHARGÉE DE PROJETS À LA FUCID

Bibliographie

- Berruyer O., Les inégalités de revenus en France 2024, sur Elucid (site), 26/11/24 : <https://elucid.media/analyse-graphique/inegalites-revenus-france/inegalites-macron-novembre-2024-exploser-revenus-ultra-riches>
- Bréville B., Un autre protectionnisme est toujours possible, in Le Monde diplomatique, mai 2025, n°854.
- Buste A., Larbin X., Le mythe de l'éradication de la pauvreté grâce à la croissance mondiale du PIB, sur Elucid (site), 6/9/23 : <https://elucid.media/analyse-graphique/mythe-eradication-pauvrete-grace-croissance-mondiale-pib>
- Buste A., Larbin X., Le modèle de développement de l'Occident repose sur l'exploitation du reste du monde, sur Elucid (site), 18/2/25 : Le modèle de développement de l'Occident repose sur l'exploitation du reste du monde - Elucid
- Capdepuuy V., Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ?, sur Géoconfluences (site), 25/9/23 : Le Sud global, un nouvel acteur de la géopolitique mondiale ? — Géoconfluences
- Polet F., Du Sud au Sud global, 20/22/23, sur le site CETRI.be.
- CNCDH, Proposition Omnibus I : résister à la dérégulation au détriment des droits humains et de l'environnement, CNCDH.fr (site), 26/5/25 : Proposition Omnibus I : résister à la dérégulation au détriment des droits humains et de l'environnement | CNCDH
- Gressani G., Après la "mondialisation heureuse", nous pourrions assister à un phénomène étrange en Europe : la "vassalisation heureuse", in Le Monde, 23/1/25.
- Hickel J., Hanbury Lemos M. & Barbour F., Unequal exchange of labour in the world economy, in Nat Commun 15, 6298 (2024) : <https://www.nature.com/articles/s41467-024-49687-y>

- Kourliandsky JJ, Mots tiroirs au défi d'une géopolitique liquide : l'exemple du « Sud profond », 2/4/25, sur le site de la Fondation Jean-Jaurès : Mots tiroirs au défi d'une géopolitique liquide : l'exemple du « Sud profond » - Fondation Jean-Jaurès
- Marx K., Le Capital, 1867
- Morin J-F, Les accords bilatéraux et régionaux de propriété intellectuelle dans la francophonie, UNISFERA, juin 2003, en ligne
- Special Rapporteur on extreme poverty and human rights, About extreme poverty and human rights, sur OHCHR.org (site) et L'état alarmant de l'éradication de la pauvreté - Rapport du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté, 19/11/20, sur OHCHR.org (site)
- Trépant I., Loi européenne sur les matières premières critiques : la nature prise en tenaille, in Numérique. Forfait illimité, Ed. Grappe, 2025.
- Unger M., La critique des indices de pauvreté par Thomas Pogge, in Tracés. Revue de Sciences humaines, #13 | 2013
- Zacharie, Accord UE-Mercosur : le libre-échange au prix des enjeux sociaux et environnementaux, sur CNCD.be (site), 8/4/25